

Indemnité aux déposants

Je demande aux députés de revenir en arrière, avec moi, au début des années 80, lorsque les agriculteurs perdaient leur exploitation, les uns après les autres, parce qu'ils ne pouvaient plus payer leurs hypothèques. Contrairement aux banques d'aujourd'hui, ils ne pouvaient pas conclure d'arrangements. Où était le gouvernement du Canada lorsqu'il aurait fallu aider ces agriculteurs? Je vous demande de penser aux petits entrepreneurs qui ne pouvaient plus tolérer la charge financière que les banques leur imposaient, avec des taux d'intérêt de 20, 21 et 22 p. 100, et qui ont perdu leur entreprise en raison du comportement usurier des banques. Où était le gouvernement lorsqu'il aurait fallu aider ces entrepreneurs?

● (1550)

Je demande aux députés de penser aux propriétaires de maison qui devaient renouveler leur hypothèque au début des années 80 et ne pouvaient pas payer les taux exorbitants que les banques leur demandaient. Ils ont perdu toute leur mise. Où était le gouvernement lorsqu'il aurait fallu les aider? Si nous n'avons pu faire ce qu'il fallait pour les agriculteurs, les petits exploitants et les propriétaires en période difficile, comment peut-on le faire maintenant pour ceux qui, ayant de l'argent à mettre à la banque, ont couru des risques dont ils ont subi les conséquences?

Voyons les choses en face. A qui ira l'argent? Nous sommes sur le point de décider de donner 875 millions de dollars à des déposants non assurés, Nous ne connaissons jamais leur identité. Nous n'aurons pas le droit de le savoir. Comment pouvons-nous donner presque un milliard à des gens dont il nous est interdit de connaître le nom? J'ai le devoir de faire de mon mieux pour que le gouvernement dépense judicieusement l'argent des contribuables. Nous en avons déjà assez de devoir recommencer la même comédie tous les jours. Mais si on me demande d'approuver une dépense de l'ordre de un milliard, et de remettre cet argent à des inconnus, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers, c'est à la fois une injustice et une erreur.

M. Heap: A des étrangers aussi.

M. Deans: Mon collègue ajoute «à des étrangers». C'est aussi une chose qu'il faut rappeler. En effet, presque 112 millions de dollars iront à des banques étrangères. Elles recevront de l'argent de nos contribuables dans des circonstances où elles n'auraient pu réclamer ni recevoir, dans leur propre pays, les largesses que leur offre le gouvernement aux frais des contribuables. Pas une seule de ces banques étrangères ne pouvait s'adresser au gouvernement des États-Unis, même si la plupart sont des banques américaines, pour lui demander de les sortir du pétrin parce qu'une autre banque où elles avaient des dépôts avait fait faillite. Il n'y a aucune loi ou disposition qu'on puisse ou qu'on veuille invoquer par cela. C'est la même chose dans tous les autres pays. C'est illogique.

Vu les nombreux problèmes sur lesquels les députés doivent se pencher tous les jours, si nous permettons qu'une telle chose

se produise, il y a lieu de se demander dans quelle mesure les députés ont le sens de leurs responsabilités envers leurs électeurs. Je ne veux pas critiquer les ministériels, parce que je comprends fort bien qu'ils veuillent se ranger à l'avis de leur gouvernement, qu'il ait raison ou non, et qu'ils jugent nécessaire d'appuyer le ministre des Finances (M. Wilson) et la ministre d'État chargée des Finances (M^{me} McDougall).

Je suis cependant convaincu que, s'ils y réfléchissent bien, ils savent que cette mesure est mal à propos et qu'il n'y a aucune raison d'indemniser des gens qui étaient décidés à spéculer et de faire en sorte que cette spéculation soit mieux assurée que ne peuvent l'être les spéculations du même genre faites par d'autres Canadiens. Il me semble donc que nous pourrions et que nous devrions utiliser à d'autres fins l'argent qui sera envoyé par chèque pendant la nouvelle année à bien des personnes qui sont sans doute très gentilles, mais qui ne devraient nullement s'attendre que le gouvernement les tire du pétrin.

Qu'aurions-nous pu faire de cet argent? Nous aurions pu construire 21,667 nouvelles unités de logements sans but lucratif, ou bien nous aurions pu créer 100,000 nouvelles places dans les garderies, ou bien nous aurions pu établir 300 refuges pour les femmes battues, ou bien nous aurions pu donner \$2,000 à chaque mère célibataire du Canada, ou bien nous aurions pu créer plus de 100,000 emplois pour les chômeurs, ou bien, si le gouvernement conservateur le souhaitait, nous aurions pu faire passer tous les prestataires du supplément du revenu garanti au-dessus du seuil de la pauvreté. Voilà ce que nous aurions pu faire avec le montant de près de 1 milliard de dollars que nous sommes sur le point de donner, à tort et sans justification à mon avis, à des gens qui avaient décidé d'obtenir un taux de rendement un peu plus élevé que ce qu'ils auraient obtenu d'établissements bancaires plus importants et d'autres sources d'investissements.

Nous nous disposons maintenant à priver le pays de ces avantages en enlevant 1 milliard de dollars aux Canadiens ordinaires pour les donner à ceux qui ont voulu obtenir un peu plus au lieu de se contenter de ce qui était disponible. C'est exactement ce que le gouvernement est en train de faire et c'est pour cela que c'est répréhensible.

Nous avons dit je ne sais combien de fois, et ce n'est pas la peine de le répéter tous les jours, que le gouvernement, pour une raison ou pour une autre, n'a pas su ouvrir la voie à la responsabilité financière. Quand ce gouvernement était dans l'opposition et cherchait à prendre le pouvoir, il prétendait qu'il réussirait à faire diminuer le déficit par des moyens magiques et mystérieux. Cette année, nous aurons le plus fort déficit de toute l'histoire du Canada. Nous aurons le plus fort déficit de toute notre histoire parce que le gouvernement est prêt à prendre des mesures malencontreuses et regrettables dont ce projet de loi est le parfait exemple.